

Cadre réservé à l'administration				
Vignette N° Couleur				

STATIONNEMENT RÉSIDENTIEL EN ZONE BLEUE - 2022 et 2023

1) Demandeur	Documents à fournir : Copie d'un justificatif du domicile de moins de gaz, d'électricité, de téléphone fixe, d'assurance habitation e Copie du certificat d'immatriculation (carte grise le nom du résident et l'adresse du domicile. À défaut, une être indiquée en "remarque particulière" (par exemple : et Copie d'une pièce d'identité (carte nationale d'identité, : Prénom :	en cours de validité) e) du véhicule mentionnant mention explicative devra mménagement récent).	Document à fournir : Copie d'un justificatif du domicile de moins de trois mois (facture d'eau, de gaz, d'électricité, de téléphone fixe, d'assurance habitation en cours de validité)	
	Rue/avenue :		Etage:	
	ıle: Modèle:		d'immatriculation :	
 Elle est dél l'usager et Elle doit êt par les ager Elle permet 	est délivrée gratuitement par la mairie de Vi ivrée pour les <u>deux années civiles</u> mentionné la demande doit toujours être accompagnée d re apposée sur le côté droit du pare-brise d nts de la police municipale. à son titulaire de bénéficier des dispositions	es en haut de page. So des pièces justificative de façon à être visible s relatives au stationne	n renouvellement est à l'inition es nécessaires. 1 de l'extérieur pour permett 1 ement résidentiel :	ative de tre le contrôle
préciséme - Dans la lir	one bleue du domicile, selon la liste fournie av ent localisé. nite de temps réglementaire en vigueur (sept ns sur le stationnement abusif s'appliquent (d	jours en un même poir	nt de la voie publique) au-delà	
onditions du stat	ifie sur l'honneur l'exactitude des rens tionnement résidentiel en zone bleue et rie de Villennes-sur-Seine, en cas de dé hicule.	s'engage à restitue	r la vignette "résident" qu	ui lui aura été
Date:			Signature:	

Toute fausse déclaration expose à des poursuites pénales, en particulier pour faux sur la base de l'article 441-6 du code pénal qui réprime la déclaration mensongère en vue d'obtenir d'une administration publique ou d'un organisme chargé d'une mission de service public un avantage indu (sanctions encourues : deux ans d'emprisonnement et trente mille euros d'amende).

Conformément à la loi n° 78-17 du 6 janvier 1978 relative à l'informatique, aux fichiers et aux libertés, le demandeur dispose d'un droit d'accès et de rectification des informations le concernant.